

Coalition

L'ÉCHEC DES ÉTATS-UNIS DANS LE NORD-EST SYRIEN : QUAND LA GÉOPOLITIQUE OUBLIE LE LOCAL

Fabrice Balanche

Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient | « Les Cahiers de l'Orient »

2018/3 N° 131 | pages 71 à 82

ISSN 0767-6468

ISBN 9791095992097

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2018-3-page-71.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.

© Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'échec des États-Unis dans le Nord-Est syrien : quand la géopolitique oublie le local

par Fabrice Balanche*

En janvier 2018, Rex Tillerson, alors ministre des Affaires étrangères américain, annonçait que les troupes américaines allaient rester dans le nord-est de la Syrie jusqu'en 2021 pour empêcher le retour de l'organisation État islamique, influencer la transition politique en Syrie et surtout bloquer la construction du corridor iranien¹. Les États-Unis faisaient donc le choix de maintenir 2 000 hommes sur le terrain et de s'appuyer sur les Forces démocratiques syriennes (FDS), notamment l'une de leurs composantes, le YPG (Unités de protection du peuple) kurdes. Cette décision provoque une crise majeure avec la Turquie qui considère le YPG comme la branche syrienne du PKK [classé par Ankara comme terroriste]. Quelques jours après cette annonce, la Turquie lançait son offensive contre la région kurde d'Afrin.

1. « U.S. wants peace, stability in Syria, Secretary of State Rex Tillerson says », *Stanford News*, 18 janvier 2018.

* Agrégé de géographie et docteur en géographie politique (Université de Tours), Fabrice Balanche est directeur de recherche à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheur invité au Washington Institute puis à la Hoover Institution (Stanford). Il a auparavant été directeur du laboratoire GREMMO (2010-2015). Parmi ses publications : *La Région alaouite et le pouvoir syrien* (thèse, Karthala, 2006), *L'Atlas du Proche-Orient arabe* (Presses universitaires Paris-Sorbonne, 2012) et *Géopolitique de Moyen-Orient* (La Documentation Française, 2014).

Les États-Unis sont donc face à un dilemme. D'une part, le YPG est indispensable à la construction d'une structure militaire et politique indépendante du gouvernement syrien dans le nord-est de la Syrie. D'autre part, sans le soutien actif de la Turquie, membre de l'Otan, la stratégie américaine de contrer l'Iran et la Russie paraît sérieusement compromise. Comment peuvent-ils concilier les deux ? C'est ce nœud gordien qui a sans doute conduit Donald Trump à annoncer le retrait des troupes américaines de Syrie aussitôt que possible (« *as soon as possible* ») le 29 mars 2018. Les frappes menées sur la Syrie le 14 avril 2018 par les forces conjointes américaines, britanniques et françaises ne semblent pas avoir modifié la volonté des États-Unis de se désengager. Quant au projet de remplacer les troupes américaines par une force en provenance de différents pays arabes, comme l'Arabie saoudite, il n'a aucune chance d'aboutir.

Comment les États-Unis ont-ils pu arriver à une situation géopolitique aussi inconfortable ? Il semble que la stratégie du « *lead from behind* » (« diriger de l'arrière ») appliquée dans le conflit syrien trouve ici sa limite. Les alliés locaux, loin d'être de simples mercenaires, possèdent leurs propres logiques qui peuvent entrer en contradiction avec la stratégie régionale américaine. La faible présence des États-Unis sur le terrain ne permet pas d'influencer la situation politique locale, ni de résoudre les problèmes économiques, ethniques et sociaux. Ce qui se joue actuellement dans le Nord-Est syrien prouve que les calculs géopolitiques ne peuvent s'émanciper d'une connaissance fine des enjeux locaux.

La présence américaine en Syrie : une épée de Damoclès pour l'Iran

La présence des troupes américaines dans le Nord-Est syrien, mais également dans la poche d'al-Tanf, au sud de Palmyre, constitue une menace pour l'achèvement du « corridor iranien ». La province de Deir el-Zor, en Syrie, et d'al-Ambar, en Irak, ne sont pas complètement stabilisées : l'organisation

EI demeure présente et une partie des tribus arabes sunnites sont hostiles au retour des armées régulières, particulièrement des milices chiïtes qui ont effectué leur jonction à BouKamal en octobre 2017. La milice kurde YPG est loin de sa base militante et sa présence dans la région n'est pas justifiée d'un point de vue ethnique. Son offensive contre l'EI dans la basse vallée de l'Euphrate se justifie moins qu'à Raqqa, où se trouvait déjà une minorité kurde avant la guerre. À l'est de Deir el-Zor, le YPG a cependant un intérêt stratégique : les hydrocarbures. Le gouvernement syrien veut à tout prix récupérer cette région, qui produit 50% du pétrole de Syrie, pour retrouver son indépendance énergétique et limiter ainsi sa dépendance vis-à-vis de l'Iran et la Russie. Une tentative de déloger les FDS par la force en février 2018², s'est soldée par un échec dû à la riposte musclée de l'aviation américaine. À l'égard de cette région, le YPG possède deux options. La première consiste à conserver le contrôle de la région tant que les États-Unis maintiennent leur présence sur place et les protègent de la Turquie. Mais en cas de retrait américain du nord de la Syrie et/ou de non protection contre la Turquie, la deuxième option consiste à restituer la région au gouvernement syrien en échange d'une protection russe contre la Turquie et du maintien de la souveraineté des YPG dans les territoires exclusivement kurdes.

On se doute également que les tribus arabes sunnites de la région ont en tête des options semblables. Leur intérêt est sans doute plus matériel : tant que les hydrocarbures échappent au gouvernement syrien, elles peuvent conserver une plus grande part des bénéfices. Elles attendent également de Washington un soutien financier pour demeurer dans son camp. N'oublions pas qu'on ne peut acheter une tribu, mais seulement la louer, et qu'elle n'agit que dans son propre intérêt. Vis-à-vis de Bagdad, les tribus sunnites d'al-Ambar s'appuient sur la présence américaine pour négocier une relation plus équilibrée sur le plan politique et une meilleure

2. « Scores of Russian mercenaries reportedly killed by US airstrikes in Syria », *The Guardian*, 13 février 2018.

redistribution de la rente pétrolière. Il ne faut donc pas que les États-Unis s'attendent à un soutien inconditionnel de ses alliés arabes dans une croisade anti-iranienne car ils gardent des intérêts très locaux. En revanche, le YPG kurde possède une vision à plus long terme, qui est celle du PKK³. L'intérêt matériel est également secondaire pour le YPG. Cela ne signifie qu'il soit forcément plus fiable que les tribus mercenaires de la vallée de l'Euphrate, mais en tout cas moins susceptible de changer d'alliance si ses adversaires font de la surenchère. La finalité des Kurdes est politique et l'axe Iran-Russie n'est pas forcément plus capable que les États-Unis de leur offrir ce qu'ils souhaitent : un État kurde au nord de la Syrie.

Le dilemme kurde des États-Unis

Il faut cesser d'entretenir l'illusion d'une distinction entre le PKK et le couple PYD (Parti de l'union démocratique)-YPG. Le PYD syrien a été fondé en 2005 par des militants du PKK. En 2011, ce sont les vétérans syriens du PKK qui sont venus de Qandil (la base du PKK au nord de l'Irak) pour doter le PYD d'une milice : le YPG. Tout comme dans le cas du Sin Fein et de l'IRA en Irlande du Nord, le PYD n'est que la branche politique du YPG. Les « camarades » du YPG contrôlent toutes les administrations et les organes politiques locaux, que cela soit un simple conseil local (Kommun), la direction de la « Fédération démocratique de Syrie du Nord » et les Conseils civils de Manbij et de Raqqa. Les civils y sont associés comme paravents ou simple exécutants. Les vétérans du PKK venus des monts Qandil dirigent l'administration d'une main de fer. Ils surveillent et rééduquent les Kurdes syriens qui n'ont pas fait de séjour dans les académies des monts Qandil. Dans les zones arabes, ce sont des Kurdes syriens qui sont en charge de la gouvernance car les Arabes sont jugés inaptes à construire la société « démocratique, socialiste, écologique et pluricommunautaire » de demain. Cette domination exaspère bien sûr

3. De l'auteur, « Rojava's Sustainability and the PKK's Regional Strategy », *The Washington Institute*, 24 août 2016.

les populations arabes, en particulier les chefs tribaux qui sont marginalisés par le nouveau pouvoir.

Les inquiétudes de la Turquie à l'égard de l'évolution politique du nord de la Syrie sont donc légitimes, car c'est bien le PKK qui s'est déployé d'Afrin au Tigre. Cela ne signifie pas néanmoins que les Occidentaux doivent approuver l'offensive turque, car elle remet sérieusement en cause leur stratégie en Syrie. La première conséquence en est que l'offensive contre l'EI à Deir el-Zor s'est arrêtée puisque les combattants kurdes ont quitté le front et ne sont pas enclins à poursuivre les combats s'ils ne bénéficient pas de la protection des États-Unis contre la Turquie. La seconde conséquence est que les Kurdes se sentent trahis par les Occidentaux. Certes, ils savent que la Russie a donné son feu vert à Erdoğan pour attaquer Afrin, afin de punir les Kurdes de leur alliance avec les États-Unis, mais ils s'attendaient à plus de soutien. En étant le seul allié fiable des États-Unis dans la région, les dirigeants kurdes du YPG ont eu le tort de se croire indispensables : « *Ils ne peuvent pas nous abandonner, nous sommes leur seul allié. S'ils font cela, personne ne les croira plus dans la région.* »⁴.

En février 2018, Rex Tillerson est revenu d'Ankara avec une proposition turque selon laquelle une force turco-américaine contrôlerait Manbij et le YPG se retirerait à l'est de l'Euphrate⁵. Or, cette condition est inacceptable pour le YPG. La milice kurde a perdu plus de 500 combattants pour chasser l'EI de Manbij et reprendre la ville sans la raser, contrairement à ce qu'ont fait la Turquie à al-Bab ou la Coalition internationale à Raqqa. En se retirant de Manbij, le YPG reconnaîtrait sa faiblesse et encouragerait ainsi les populations arabes à réclamer son départ des territoires non exclusivement kurdes : Raqqa, Deir el-Zor, Hasaka et surtout Tell Abyad, l'indispensable jonction entre les cantons kurdes de Kobané

4. Entretien de l'auteur avec Ilham Ahmad, co-présidente du Conseil démocratique syrien, mars 2017, Qamichli.

5. Semih Idiz, « Despite progress on paper, Turkey, US still leagues apart », *Al-Monitor*, 20 février 2018.

et Qamichli. Si le YPG est obligé d'évacuer Manbij, de gré ou de force, il en déduira qu'il a fait le mauvais choix en s'alliant avec Washington et qu'il est grand temps de négocier avec Moscou s'il ne veut pas tout perdre. Dans cette configuration, Manbij, Raqqa et Hasaka reviendraient à l'armée syrienne et le YPG pourrait espérer conserver une souveraineté partagée sur les territoires kurdes (Afrin, Kobané et Qamichli). Poutine et Assad ont besoin d'un YPG qui reste à moitié vivant pour continuer d'exercer une menace sur la Turquie.

La question majeure pour les États-Unis est donc de trouver le moyen de conserver la Turquie dans le camp occidental sans pour autant perdre le soutien militaire des YPG. Les milices arabes au sein des FDS ne peuvent pas représenter une force alternative au YPG. Par conséquent, si les Américains perdent le YPG, ils seront obligés de quitter le nord de la Syrie, ce qui laisserait le champ libre au gouvernement syrien et à ses alliés. Cependant, même si les États-Unis parviennent miraculeusement à neutraliser la Turquie, il leur faut éviter un conflit ethnique en Syrie du Nord, les Arabes ne supportant pas l'inversion du pouvoir au profit des Kurdes.

Les Arabes contestent la domination des Kurdes

Dans les territoires arabes, la domination des Kurdes est en effet de plus en plus mal supportée⁶. En janvier 2018, les principales tribus arabes de Manbij ont manifesté contre le « Conseil Civil de Manbij et de sa campagne » (CCMC). C'est l'assassinat de deux membres des Bou Bana, la principale tribu de la ville et de la région, qui a mis le feu aux poudres. Les milliers de manifestants protestaient contre la conscription obligatoire et, plus généralement, la dictature du CCMC, dont les membres ont été cooptés par le YPG – ce sont les officiers du YPG qui dirigent des différents conseils. À Raqqa prévaut la même situation, qui pour l'instant ne connaît pas de contestation, la population, assommée par la guerre, acceptant

6. Entrevues de l'auteur dans le Nord-Est syrien, janvier 2018.

la situation. Cependant, dans quelques mois, la contestation apparaîtra si les Kurdes continuent à se montrer aussi arrogants et refusent de partager le pouvoir avec les leaders tribaux⁷.

Les conseils civils de Raqqa, Manbij et Deir el-Zor, les cantons de Kobané et Qamichli ont beau compter des dirigeants tribaux dans leurs assemblées, ce ne sont pas les principaux à quelques exceptions notables, comme le cheikh Hamidi, chef des Chammar. Pour entretenir la concurrence au sein des tribus, le PKK choisit des représentants de familles de second rang, qui saisissent l'opportunité d'acquérir du pouvoir. Certes, elles prennent un risque en cas de départ des YPG au profit de l'armée syrienne, mais elles pensent que cela se fera par des négociations et donc qu'elles seront intégrées dans l'administration syrienne lorsque celle-ci reviendra. La cohabitation entre le gouvernement syrien et les YPG à Qamichli et à Alep prouve d'ailleurs que les deux acteurs ne sont pas ennemis et qu'ils pourraient finir par se rejoindre.

Le PKK veut changer la société dans le nord de la Syrie, y compris la société arabe, en tentant de promouvoir une nouvelle génération à travers les FDS et l'administration indépendante des structures tribales. Son objectif est de casser ces tribus qui ont collaboré avec l'organisation État islamique, qui ont réprimé le soulèvement kurde de 2004⁸ et qui aujourd'hui conservent des liens forts avec Damas. Certaines tribus, comme les Chammar (au sud-est de Qamichli) ont un traitement de faveur car elles n'ont jamais réprimé les Kurdes et ont rejoint dès 2013 le YPG dans sa lutte contre l'EI. La promotion, via les YPG ou l'administration, d'une nouvelle génération d'individus désireux de s'élever en dehors de la structure tribale n'empêche toutefois pas le PKK de jouer une tribu contre une autre pour renforcer son pouvoir. Il craint en effet par-dessous tout l'unification des tribus contre lui,

7. Lors de mes séjours en Syrie du Nord (mars 2017 et janvier 2018), j'ai pu me rendre compte *de visu* de la condescendance avec laquelle les Kurdes traitaient les Arabes.

8. Jordi Tejel, « Les paradoxes du printemps kurde en Syrie », *Politique étrangère*, n° 2, été 2014, pp. 51-61.

comme ce fut le cas à Manbij lors de la grève générale de janvier 2018 pour protester contre la conscription.

Si les tribus arabes ne se soulèveront sans doute pas contre le YPG, elles ne le soutiendront pas contre l'armée syrienne ou l'armée turque. Les chefs tribaux se rendent régulièrement à Damas pour chercher du soutien auprès de Bachar Al Assad. Toutes les grandes tribus du Nord-Est étaient en outre représentées à Sochi en janvier 2018, signe de leur allégeance au gouvernement syrien. Ce dernier achète leur influence, comme il l'a toujours fait, en promettant des terres, des positions politiques, des emplois administratifs, de l'argent, etc. Le procédé est d'autant plus efficace que la population est appauvrie par la guerre, que la situation économique est désastreuse et que la Fédération démocratique de Syrie du Nord ne reçoit pas de la Coalition internationale les moyens financiers lui permettant de concurrencer un gouvernement syrien généreusement doté par l'Iran. Il ne serait pourtant pas difficile de contrebalancer l'influence iranienne sur le plan financier et sur celui de l'assistance technique. Cependant, les États-Unis ne semblent pas avoir pris conscience de l'intensité de la crise économique dans cette région⁹ et des conséquences négatives sur la présence américaine dans le nord de la Syrie.

Le Nord-Est syrien, une enclave géopolitique

Le Nord-Est était avant la guerre le grenier à blé de la Syrie. L'agriculture régionale était d'ailleurs destinée à assurer au pays son indépendance alimentaire, un dogme du gouvernement baathiste qui s'est maintenu jusqu'à la crise de 2011. La région compte également les trois quarts des ressources syriennes en hydrocarbures, mais elle a été volontairement laissée dans le sous-développement industriel. L'agriculture locale est ainsi dépendante des engrais et du matériel agricole produits à l'ouest du pays. Le pétrole est, lui aussi, exporté à l'ouest, où il

9. De l'auteur, « US military in Syria must rely on political determination and a Marshall Plan », *Caravan*, Hoover Institution, mars 2018.

est raffiné. Les industries manufacturières et agro-alimentaires sont quasi-absentes du Nord-Est, à l'exception de quelques unités du service public industriel vétustes et sous-utilisées (filatures et sucreries). La région est donc extrêmement dépendante de l'ouest de la Syrie, qui demeure sous le contrôle du gouvernement de Damas. Si ce dernier est privé de ressources de matières premières bon marché qui pourraient l'aider à reconstruire le pays¹⁰, la pénurie est en partie compensée par l'aide de l'Iran. En revanche, le Nord-Est n'est pas aussi bien traité par la coalition internationale, qui n'envisage aucune aide structurelle. Et même si elle le voulait, l'approvisionnement de cette région est problématique en raison de ses voies d'accès limitées.

Le pont flottant de Fesh Khabour est la principale voie d'accès terrestre de la coalition internationale pour ravitailler le nord-est de la Syrie. Jusqu'à présent, le poste frontière est sous le contrôle, côté irakien, du Gouvernement régional kurde, mais Bagdad réclame son retour dans la souveraineté de l'État irakien. Un second point de passage a été ouvert en mars 2018 entre le Nord-Est syrien et l'Irak, à Yarobyeh, entièrement contrôlé par l'armée irakienne. Or nul ne sait ce qu'il adviendra dans un futur proche de la relation entre l'Occident et un Irak de plus en plus sous influence iranienne. Sur le reste de la frontière entre le territoire contrôlé par les FDS et l'Irak, l'organisation État islamique est encore très présente. Cependant lorsqu'elle sera complètement éliminée, ce sont des milices chiites et une armée irakienne, toutes inféodées à l'Iran, qui contrôleront la frontière. Au nord, la Turquie a construit un mur tout le long de sa frontière avec la Fédération démocratique de Syrie du Nord pour éviter infiltrations et contrebande. Néanmoins, les marchandises turques arrivent en Syrie du Nord via la zone d'influence turque, située entre Azaz et Jarablous. Quant à la limite entre le territoire contrôlé par les FDS et l'armée syrienne, elle est très perméable, civils et marchandises circulant librement. Cependant la destruction des ponts sur l'Euphrate par la coalition limite les points

10. De l'auteur, « Assad Needs "Useless Syria" Too », *Washington Institute*, 4 janvier 2017.

de passage à Manbij et Tabqa. En conclusion, le territoire de la Fédération démocratique de Syrie du Nord peut être très facilement soumis à un blocus.

Une pénurie d'eau structurelle

La Turquie dispose d'une arme suprême contre le Nord syrien : l'eau. Elle contrôle les courts amonts de l'Euphrate, du Khabour et du Baligh, indispensables pour l'irrigation. Ankara a la possibilité, si elle le veut, de retenir l'eau grâce à son système de barrages construits en Anatolie, en particulier le barrage Atatürk. Depuis le début de la crise syrienne, elle ne laisse plus passer les 500 m³ d'eau par seconde prévus par les accords bilatéraux entre la Syrie et la Turquie¹¹. La multiplication des pompages au nord de la frontière syro-turque a fait baisser dramatiquement la nappe phréatique côté syrien : le coût de l'irrigation devient ainsi prohibitif. Toute l'activité agricole, première ressource de la région, est menacée par la pénurie d'eau. Or, les autorités de la Fédération démocratique de Syrie du Nord n'ont aucun plan pour moderniser les techniques d'irrigation, comme cela avait été commencé avant 2011. Elles se contentent de subventionner le fuel pour que les agriculteurs puissent pomper de plus en plus profondément dans des nappes phréatiques en voie d'épuisement. Mais ce n'est qu'une solution à très court terme et la sécheresse qui sévit en 2018 accentue la pénurie d'eau. Les récoltes seront désastreuses au printemps et il est possible que « le grenier à blé » de la Syrie soit obligé d'importer des céréales pour nourrir sa population.

Le mode d'irrigation traditionnel gravitaire est trop dispendieux en énergie et en eau : il consomme trois fois plus d'eau que les systèmes d'arrosage et sept fois plus que le goutte à goutte. Dans les périmètres irrigués, la vétusté des canaux et le faible coût de l'irrigation rendent impossible et inutile la modernisation de l'irrigation par les agriculteurs eux-mêmes. Quant

11. De l'auteur, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », *Maghreb-Machrek*, septembre 2008.

à la Société d'irrigation du barrage de l'Euphrate, elle n'allait pas s'en charger, paralysée par son fonctionnement bureaucratique¹². La désorganisation du système est aujourd'hui une excellente occasion pour tout remettre à plat. Dans la Jezireh et en dehors des périmètres irrigués, où domine le système de puits individuels, le coût de l'irrigation traditionnelle n'est plus non plus soutenable et les terres ne sont plus cultivées. Il faudrait investir là aussi dans une irrigation moderne. Les États-Unis et leurs partenaires possèdent là une occasion de gagner les cœurs de la population en relançant l'économie régionale. Encore faudrait-il qu'il existe une volonté à Washington, car cela dépasse le cadre de la simple stabilisation préconisée par l'administration américaine¹³.

La realpolitik exige de s'intéresser au territoire et à ses habitants

Les États Unis souhaitent éliminer le groupe État islamique de Syrie et d'Irak, sans pour autant renforcer Damas et ses alliés. Il s'agissait là d'une entreprise difficile mais possible, à condition de définir une stratégie politique claire et de s'en donner les moyens¹⁴. Pour cela, il fallait revenir à la realpolitik dans la compréhension du conflit et des modes d'action dans ce conflit. La première condition est bien sûr d'être fidèle à ses alliés locaux et de ne pas les abandonner dans l'adversité, comme c'est malheureusement ce qui se déroule avec le YPG kurde. Certes, le choix d'une alliance avec une branche du PKK n'était peut-être pas le plus judicieux au départ, mais dans la lutte contre Daech, les États-Unis ne disposaient pas d'autre allié fiable sur le terrain et, une fois que la décision avait été prise, il fallait s'y tenir. L'abandon du YPG est désastreuse sur le plan de la confiance à l'égard des États-Unis dans la région.

12. *Ibid.*, « Le programme de modernisation de l'irrigation en Syrie », *Méditerranée*, Montpellier, printemps 2013.

13. Emily Burchfield, « Stabilization vs Reconstruction: What is the Long Term Role of the US in Syria? », *Atlantic Council*, 9 février 2018.

14. De l'auteur, « Syria-Iraq: Limiting Iranian Influence Implies Returning to Realpolitik », *Hoover Institution*, Stanford University, novembre 2017.

D'autant plus que cet exemple n'est pas unique, puisque ce fut également le cas avec les tribus arabes sunnites d'Irak engagées contre l'EI et le PDK de Mustapha Barzani, obligé de retirer ses troupes de Kirkouk. À une autre échelle, les présidents tunisien Ben Ali, égyptien Moubarak et yéménite Saleh ont eux aussi été lâchés par les États-Unis. Certes, ils étaient des autocrates, cependant « *He may be son of a bitch, but our own son of a bitch* » (« C'est peut-être un fils de p..., mais c'est *notre* fils de p... »), aurait dit Kissinger. Dans la nouvelle guerre froide qui s'installe, les États-Unis, et les Occidentaux en général, ne peuvent plus se permettre le luxe de choisir leurs alliés sur les mêmes critères qu'après la chute de l'Union soviétique et de pratiquer le « *regime change* » cher aux néo-conservateurs.

Revenir à la *realpolitik* implique également de s'intéresser aux conditions socio-économiques locales. Après une guerre, l'idéal serait que la population puisse reconstruire le pays en s'appuyant sur ses propres forces – un processus beaucoup plus durable et soutenable que grâce à des transferts financiers massifs venus de l'extérieur. Cependant, la population locale meurtrie par la guerre n'attendra pas patiemment le décollage promis par les stratégies occidentales dans un contexte de concurrence géopolitique exacerbée. En 1947, le plan Marshall avait été conçu pour protéger l'Europe occidentale de la tentation communiste. Ce fut également la raison d'être de l'aide au développement prodiguée durant toute la guerre froide. Voilà ce qu'est aussi la *realpolitik*. L'exemple du Nord-Est syrien est par ailleurs transposable à l'Irak et au Liban. Il faut prendre en compte la situation domestique, comprendre pourquoi et comment l'influence iranienne progresse dans la société¹⁵, car ce n'est pas au moyen de frappes que les Occidentaux pourront s'y opposer. D'une façon générale, en géopolitique, il faut s'intéresser davantage à « la rue », puisque les dynamiques socio-économiques locales peuvent remettre en cause les calculs effectués par des stratégies ne s'intéressant pas à la réalité profonde du territoire qui doit supporter leurs actions.

15. De l'auteur, « Iran Thrives in The Levant on Weakened States Threatened by Sunni Radicalism », *Caravan*, Hoover Institution, Stanford University, décembre 2017.